

<http://gec.venissieux.org/Debat-d-orientation-budgetaire-2021>



# Débat d'orientation budgétaire

## 2021

- Interventions -

Date de mise en ligne : lundi 7 décembre 2020

---

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits réservés

---

**Madame le maire, chers collègues,**

**le débat d'orientation budgétaire est le moment où chaque citoyen peut voir comment la collectivité va orienter son travail, autant en personnel pour assurer les missions de service public qu'en investissement pour les projets de la ville. Pour la première année d'un mandat, il prend un caractère encore plus important puisqu'il montre comment les engagements pris dans la campagne électorale seront mis en oeuvre, et permet aussi de confirmer la situation créée par le mandat précédent.**

Cette année en plus, ce sont bien sur les conséquences de la crise sanitaire, économique et sociale qui marquent à la fois le budget 2020 et les perspectives pour demain. Le réalisé 2020 est prévu en baisse de 4 millions d'euros en recettes comme en dépenses, et confirme l'impact de la crise présentée en juillet dernier lors du vote du compte administratif. Cela dit, la crise n'a pas effacé la situation positive de notre ville que notre gestion sérieuse protège au service de nos habitants. L'autofinancement 2020 reste stable à un niveau qui nous permet de continuer à réduire notre dette tout en maintenant nos investissements.

N'en déplaise aux critiques répétées des oppositions qui ne connaissent que la polémique stérile, voire méprisante et n'arrivent pas à prendre avec sérieux l'enjeu budgétaire, nous avons une situation financière saine, maîtrisée, comme le montre notre capacité à respecter la contractualisation imposée par le gouvernement, sans remettre en cause ni nos missions, ni nos projets.

C'est dans cet esprit que nous poursuivons notre route. La nouvelle équipe d'adjoints a travaillé depuis bientôt 6 mois avec le maire pour traduire nos 150 engagements en projets à planifier. Vous verrez dans plusieurs délibérations que les premiers engagements se mettent en place, et notre débat d'orientation s'inscrit dans une planification des investissements qui nous permet de tenir l'ensemble de ces engagements. Cela représente 40 millions de plus dans une PPI qui dépassera sur le mandat 120 millions, sans oublier les projets propres de la métropole concernant notre territoire.

Bien sûr, la situation des communes est de plus en plus dépendante du bon vouloir du gouvernement. Nous n'avons plus aucune autonomie fiscale, nos recettes sont entièrement déterminées par des décisions que nous ne pouvons qu'enregistrer. Je vous invite à ce sujet à consulter le rapport de la commission des comptes qui publie un bilan de la création de la métropole. Il confirme que certains n'ont pas renoncé à mettre en cause encore plus fortement l'autonomie des communes. Ce rapport regrette que le pacte de cohérence ne contienne je cite que « très peu de délégations de compétences des communes à la métropole » appelant à « une clarification probablement nécessaire ».

Le gouvernement continue d'ailleurs de réformer la fiscalité dans la plus grande opacité et technocratie. Je mets au défi les élus les plus expérimentés de comprendre les mécanismes de compensation qui accompagnent la suppression progressive de la taxe d'habitation et le transfert de la taxe foncière départementale. Il faut un mécanisme correcteur, des transferts de frais de gestion, un dispositif de neutralisation... Un principe républicain voulait que l'impôt soit transparent. Les réformes successives ont créé une situation où il faudrait un conseiller fiscal pour qu'un citoyen comprenne à qui il paie, directement et indirectement. Il est vrai que le président des riches sait bien que les riches, eux, ont tous un conseiller fiscal pour optimiser leur déclaration.

Mais le plus important est la situation sociale et économique des Vénissiens et la capacité de notre ville à les accompagner. Car à Vénissieux comme ailleurs, ce sont des milliers de personnes qui ont perdu des revenus, se

retrouvent en difficulté de paiement pour leur logement, leurs déplacements et trop souvent, tout simplement pour manger. S'il est vrai que les couches les plus aisées ont par contre beaucoup épargné compte tenu des contraintes du confinement, il y a des milliers de nouveaux pauvres partout en France. Or le gouvernement a libéré des milliards pour les entreprises, 460 Milliards selon le ministre des finances lui-même. Mais il n'a rien pour les collectivités locales qui sont pourtant en première ligne. Comme vous le savez, notre maire a participé à un appel qui a fait du bruit et qui évalue le manque à gagner pour les communes à 8 milliards ! Pire, le gouvernement diminue de 8 millions dans le projet de budget 2021 les actions contre la pauvreté !

La crise aggrave brutalement les inégalités dans notre pays, avec un CAC 40 qui se rapproche de son record de début mars, des dividendes qui au final se redressent et ne baisseraient en 2020 que de 20% sur leur record de hausse de 2019, l'épargne en action qui s'envole et avait déjà augmenté de 150 milliards en juin dernier. Pendant ce temps-là, le secours populaire, le secours catholique, les restos du coeur, la fondation Abbé Pierre, tous les acteurs de la solidarité multiplie les cris d'alarme qu'on peut résumer avec un chiffre, la France dépassera cette année les 10 millions de pauvres.

Dans cette situation d'urgence, on ne peut que se féliciter d'avoir une ville bien gérée qui a pu multiplier les mesures d'aides pendant la crise, jusqu'à ce fonds d'aide d'urgence aux associations. Mais permettez-moi de conclure en appelant toutes les forces progressistes et démocratiques à participer au rassemblement proposé demain 8 décembre, un jour symbolique, pour être le plus nombreux possible à dire dans notre diversité que ce niveau d'inégalités violentes dans notre société ne peut plus durer. Demain mardi, 18h, place Léon Sublet.